

Un appel, juste avant le Sommet de l'Otan de 1989

Dans l'édition du samedi 27 et dimanche 28 mai 1989, le journal belge « Le Soir » publia la « carte blanche » qui suit. L'article de Pierre Lefevre, publié dans le même numéro du journal cité, rappela l'incertitude qui prévalait à ce moment: « Grande fête anniversaire de l'unité atlantique ou désastre diplomatique? MM. Bush, Mitterrand, Kohl, Mme Thatcher et les autres chefs d'Etat ou de gouvernement des seize pays membres de l'Otan qui se réuniront lundi et mardi à Bruxelles ne savent pas encore de quoi leur sommet aura l'air. »

« Dixième du genre, cette rencontre devait célébrer avec faste quarante années de défense commune et négocier le virage qu'impose à l'Alliance la politique d'ouverture et de détente de Moscou. Forger une nouvelle vision des relations Est-Ouest pour l'après-guerre froide, redéfinir la mission de l'Otan dans le nouveau contexte international et formuler une réponse au défi Gorbatchev, tel est en principe l'objectif de ce sommet. Mais cette ambition pourrait aussi bien tourner court. »

« Incapables jusqu'à la veille de leur rencontre de se mettre d'accord sur les conditions d'une négociation avec l'Est à propos des missiles nucléaires de courte portée, les dirigeants politiques de l'Otan risquent fort de devoir rempocher le document principal qu'on attend de leur rencontre. Il s'agit du nouveau "concept global pour la maîtrise des armements et le désarmement" auquel l'Otan travaille depuis deux ans. Au siège de l'Otan à Evere, une véritable course contre la montre est engagée pour tenter de trouver un compromis, sinon avant, au moins pendant le sommet. On n'exclut pas qu'il faille reconnaître le désaccord. »

Carte blanche

Apprendre à penser autrement

Par A. MEESEN

L'OTAN est confrontée actuellement à des décisions dont l'enjeu réel n'est pas simplement la « modernisation » éventuelle d'un certain type de missiles nucléaires. La question centrale est de savoir quelle orientation l'Otan veut prendre dans le cadre des nouvelles relations Est-Ouest. On ne doit pas oublier non plus un fait essentiel : *Rien que le stock des armes nucléaires accumulées au cours des 40 dernières années, suffit pour tuer trente fois plus d'êtres humains que toute la population mondiale.* Faut-il continuer dans cette voie-là ou essayer une autre approche ?

De plus en plus d'hommes et de femmes dans le monde se sont penchés sur ce problème et en sont arrivés à la conclusion qu'il est absurde de prétendre que l'existence de ce potentiel d'extermination augmente notre sécurité. Beaucoup de scientifiques ont déjà réagi depuis le début de la course aux armements. Les hommes politiques qui voient les problèmes à l'échelle planétaire se sentent également très concernés.

L'Assemblée générale des Nations unies lançait même en 1978 un véritable cri d'alarme : « L'humanité est confrontée aujourd'hui à une menace sans précédent, résultant de l'accumulation massive et compétitive des armes les plus destructives jamais produites. *Ou bien nous arrêtons la course aux armements et nous procédons au désarmement ou bien nous devons faire face à l'annihilation.* Enlever la menace d'une guerre mondiale "d'une guerre nucléaire" est actuellement

la tâche la plus importante et la plus urgente. » L'ONU ne demandait d'ailleurs pas seulement des négociations et des mesures de désarmement effectif, mais précisait que « le but ultime est l'élimination complète des armes nucléaires. »

Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, mais on n'y arrivera pas du tout, si l'on ne s'engage pas dans la bonne direction. Gorbatchev a clairement annoncé, dès janvier 1986, que son objectif de politique internationale est *l'élimination complète des armes nucléaires avant l'an 2000 et un accord universel, interdisant à jamais la réapparition de ces armes.* Malheureusement, il n'y a pas encore eu de prise de position équivalente à l'Ouest. Au contraire, à l'Otan, on semble avoir surtout peur que « l'option zéro » proposée aux Soviétiques, il y a quelques années, puisse être suivie maintenant par une autre (plus radicale, de leur part). La situation politique est pourtant très différente, puisque nous assistons actuellement à des bouleversements très profonds dans le bloc communiste.

Il est vrai que dans le passé, nous avons beaucoup de raisons pour nous méfier des Soviétiques et de nous opposer à leurs visées expansionnistes, mais il est également vrai qu'ils ont fait dans le cadre de l'ONU, des propositions répétées de « désarmement général et complet sous contrôle international ». Celle du 10 juin 1955 consistait d'ailleurs simplement dans l'acceptation d'une proposition franco-britannique. Celle-ci fut alors retirée par l'Ouest, mais les Soviétiques ont répété leur offre à l'ONU, en 1956 et 1959, en l'amplifiant. Le public de nos démocraties occidentales n'en sait pratiquement rien. Les « petits pas » de Gorbatchev sont donc peut-être plus utiles, à la fois pour démontrer concrètement ses bonnes intentions et pour garder non seulement les politiciens responsables, mais aussi l'opinion publique éveillée. Qui a dit que rien ne peut changer?

Andrei Sakharov écrivait en 1969 : *Le seul moyen de remodeler progressivement le système de gouvernement et de le mettre au service de l'humanité, réside dans l'exercice de la liberté individuelle.* Cela vaut aussi pour nous, à l'Ouest. Il est donc heureux qu'un petit pays, comme la Belgique, n'ait pas eu peur d'élever sa voix, pour que l'Otan ne s'engage pas maintenant dans une escalade unilatérale, mais dans un processus de négociation. C'est de toute façon une des « deux fonctions essentielles » de l'Otan, d'après le rapport Harmel de 1967. La première est d'assurer les conditions nécessaires pour « décourager l'agression » et la seconde, de progresser vers l'établissement de relations stables, qui permettront de résoudre les problèmes politiques fondamentaux.

Certains répètent inlassablement que notre sécurité ne peut être assurée que par la « dissuasion nucléaire » et que c'est elle qui nous a fourni la paix pendant 40 ans. Il n'y a effectivement pas eu de guerre en Europe, mais dans le monde les armes ont tué plus de 35 millions de personnes. Ce n'était donc pas « la Paix ». En outre, il serait très téméraire de vouloir conclure du passé que la guerre nucléaire est devenue impossible. La dissuasion nucléaire est, en fait, une théorie purement hypothétique, ou une croyance, si l'on préfère. Elle est tentante, parce qu'elle suggère le concept d'un « équilibre de la terreur », mais il ne s'agit que d'un équilibre instable. Pire que cela, le corollaire inévitable de la dissuasion réciproque est une course aux armements qui s'accélère de plus en plus. C'est donc, malheureusement, *un processus d'autorégulation divergent.*

Pour arrêter et inverser la course aux armements, il faut créer des conditions qui enlèvent les raisons de méfiance réciproque, mais il faut aussi se rendre compte du fait que *la théorie de la dissuasion est inacceptable à longue échéance.* D'abord, elle prétend pouvoir éviter l'avènement de la pire de toutes les catastrophes en se dotant, à plusieurs et de manière antagoniste, des moyens pour la

réaliser. Ce n'est pas simplement paradoxal, mais illogique. Le défenseur de ce type de stratégie, Hermann Kahn, pouvait seulement répondre à cette objection que la rationalité de l'irrationalité exige froidement d'être fou.

Ceci a une implication particulièrement grave, car si certains s'arrogent « le droit » de mettre en otage des populations entières, d'autres le feront aussi. Non seulement les armes prolifèrent, mais il y a aussi une détérioration progressive et diffuse des réserves morales. La montée du terrorisme et de sa philosophie en est la preuve la plus éclatante. Or il est inévitable qu'au cours des décades et des siècles à venir, des petits pays ou groupes d'hommes, voire des individus isolés, pourront acquérir des moyens chimiques ou biologiques, ayant des effets terrifiants à très vaste échelle. Cette perspective est un des aspects les plus préoccupants de la situation mondiale actuelle!

La continuation de la course aux armements constitue aussi un gaspillage de matières premières irremplaçables. C'est une confiscation de moyens financiers et économiques gigantesques et un détournement d'un potentiel d'imagination créatrice hautement précieux. Si l'on voulait vraiment assurer la sécurité mondiale, *il faudrait justement employer ces moyens-là tout autrement*. Il faudrait se préoccuper surtout des injustices flagrantes qui existent à beaucoup d'endroits dans le monde.

Einstein écrivait en 1932, avant que Hitler n'arrive au pouvoir : « Armer ne signifie pas qu'on prépare la paix, mais la guerre. Sans désarmement, il n'y aura pas de paix durable. En continuant à s'armer comme on le fait actuellement, on sera conduit par contre, avec certitude, à de nouvelles catastrophes. » Si l'on tient compte de la croissance exponentielle du savoir, on doit compter avec la possibilité qu'un fou peut se l'approprier, et il ne reculera devant rien. Ce problème ne se règle pas par la promotion du principe anachronique du « droit du plus fort ». En février 1950, Einstein disait à la télévision américaine : *La croyance qu'on pourrait atteindre la sécurité par un armement national est, dans l'état actuel des techniques militaires, une illusion très dangereuse.*

Einstein a beaucoup réfléchi à ce problème. En 1952, il mettait le doigt sur la difficulté fondamentale : *Aussi longtemps que les nations ne sont pas décidées à abolir la guerre par des actions communes, à résoudre leurs conflits et à protéger leurs intérêts par des décisions pacifiques, sur base légale, elles se voient obligées de se préparer à la guerre.* Inventer la Paix, dans les conditions actuelles, est le plus grand défi de tous les temps. Le Manifeste de Russell-Einstein lançait en 1955 un appel vibrant : Nous devons apprendre à penser d'une manière nouvelle. C'est difficile, mais indispensable.

MEESSEN, physicien, professeur à l'UCL